

Élections européennes du 9 juin 2024

DOSSIER DE PRESSE

**Changer
l'Europe**

Présentation du collectif « Changer l'Europe »

Nous sommes des élu-es, des étudiant-es, des activistes, des membres de la société civile... bref, des personnes engagées pour une société plus juste. Notre force réside dans notre capacité à respecter les individualités, de les porter comme richesse au service de ce collectif. Deux partis ont rejoint le collectif, Nouvelle Donne et Allons Enfants. Toutes les forces humanistes, écologiques et sociales sont les bienvenues.

Allons Enfants est un parti politique créé à l'occasion des élections municipales de 2014 qui entend présenter des candidat-es de 18 à 30 ans et porter des politiques publiques au service d'une jeunesse trop souvent exclue du débat public. Il est composé exclusivement de jeunes étudiantes et étudiants, actifs et actives, dont l'engagement dans ce parti constitue une activité secondaire et exclusivement bénévole. Pour les élections européennes 2024, Allons Enfants renouvelle son ambition en apportant son expertise au service d'une jeunesse autonome, responsabilisée et ré-enchantée.

Nouvelle Donne est un parti politique créé en 2013, qui se donne pour objectif de permettre aux citoyen-nes de reprendre la main par une nouvelle manière de faire de la politique en misant sur l'intelligence collective et en donnant à chacun la possibilité d'agir. Inspiré du New Deal de Roosevelt, ce mouvement politique propose des solutions concrètes pour répondre aux urgences sociales, démocratiques et environnementales. Son programme se veut ancré dans le réel et basé sur des valeurs essentielles telles que la justice sociale, le respect des hommes et de la planète.



Changer l'Europe est née d'une co-construction entre Allons Enfants et Nouvelle Donne. Cette initiative est soutenue par :

Pierre Larrouturou, député européen Nouvelle Donne ;

Nina Morel, présidente du parti politique Allons Enfants ;

Jean Jouzel, paléoclimatologue ;

Isabelle Maurer, engagée contre la précarité et allocataire du RSA ;

Denez L'Hostis, ancien président de France Nature Environnement ;

Matisse de Rivière, activiste climat ;

Marie Mantoni, conseillère municipale ;

Lenny Steinmetz, Vice-président du parti politique Allons Enfants ;

Et tous ceux et celles qui voudrons nous rejoindre !

Le programme

Dire l'urgence

« Les systèmes tiennent souvent plus longtemps qu'on ne le pense, mais ils finissent par s'effondrer beaucoup plus vite qu'on ne l'imagine » affirmait Ken Rogoff, l'ancien chef économiste du FMI, dans Le Monde du 24 février 2012. Il parlait du système financier mondial mais le risque d'effondrement vaut aussi pour notre système social, notre système climatique et notre système démocratique.

Les élections européennes du 9 juin sont cruciales pour notre avenir. Après quarante ans de fuite en avant, **il n'est plus possible de repousser certains choix fondamentaux**. Il est urgent de provoquer un électrochoc. Ce n'est pas en mettant quelques rustines à un système qui menace ruine qu'on évitera le chaos. Quarante ans après la révolution néolibérale, il est urgent de lancer une révolution humaniste, une révolution de la dignité pour tous.

Douze réformes de court-terme

Les élections du 9 juin doivent être l'occasion de rompre avec ces logiques mortifères et de donner un vrai contenu à l'Europe sociale. Il faudra tout d'abord des mesures d'urgence pour changer la boussole de l'Europe sur le long terme :

- ✓ Une **directive qui impose la séparation des banques** de dépôt et des banques d'affaire pour limiter très fortement la spéculation et protéger nos économies du tsunami qui se prépare sur les marchés financiers ;
- ✓ Une **directive pour baisser les factures** en changeant les règles de calcul du prix de l'électricité, en baissant la TVA sur des produits de première nécessité tout en taxant les superprofits (pour ne pas creuser les déficits) comme Pedro Sanchez l'a fait en Espagne ;
- ✓ Une **directive pour stopper les délocalisations et remettre en cause les traités de libre-échange**, afin de répondre à l'Inflation Reduction Act américain et relocaliser les productions essentielles ;
- ✓ Une **directive pour aller vers la généralisation d'une allocation d'autonomie pour tous les 18-25 ans** comme au Danemark ;
- ✓ Une directive pour un réel **droit à l'eau potable** afin d'améliorer notamment le quotidien des habitants européens d'Outre-mer.

- ✓ Une **directive « Logement pour tous »** qui permette de donner un toit aux personnes sans-abris (sur le modèle du Housing first finlandais qui a considérablement diminué le nombre de SDF) et de débloquer des financements nouveaux pour construire et rénover assez de logements dans les zones tendues, où les loyers atteignent des niveaux indécents ;
- ✓ Une **directive pour protéger l'ensemble de nos services publics**, en particulier le système ferroviaire et le fret ;
- ✓ Une **directive sur la liberté et l'indépendance des médias** ;
- ✓ Une directive **pour lutter contre les violences faites aux femmes**, sur le modèle de la loi votée en Espagne en 2004 ;
- ✓ Une **conférence agricole** pour changer en profondeur la Politique Agricole Commune ;
- ✓ La **suspension de l'Accord de 1995 entre l'UE et Israël**, suivie d'une Conférence internationale de Paix.
- ✓ L'inscription dans le Pacte vert pour l'Europe du **droit des générations futures à vivre dans un environnement sain**.

Retrouvez l'ensemble du programme sur [changerleurope.com](https://www.changerleurope.com)

Comme Roosevelt, changer la donne en quelques mois

Quand Roosevelt arrive au pouvoir en 1933, il fait passer 15 réformes en 3 mois. Ces réformes ont changé la vie quotidienne de millions d'Américains. Alors qu'en Europe, les « élites » mettaient en place des politiques hyperclassiques qui ont aggravé la souffrance du peuple et facilité l'arrivée d'Hitler au pouvoir, alors que Roosevelt va tripler le budget fédéral (en taxant les plus riches) et le New Deal va sauver la cohésion sociale et la démocratie de son pays.

Aujourd'hui, au lieu de *parler* de l'extrême-droite à longueur de débats, ne faudrait-il pas *agir* avec force, pour redonner dignité et espoir à ceux et celles qui se sentent humiliés au quotidien et sont tentés par la recherche de bouc-émissaires ?

Ces mesures efficaces à court terme sont indispensables. Pour cela, **il faut une réorientation globale de l'Europe**, en complétant les 5 critères financiers du Traité de Maastricht avec 5 critères de convergence sociale.

En 2003, avec Michel Rocard et Stéphane Hessel, Pierre Larrouturou a rédigé un Traité de l'Europe sociale. Jacques Delors et Romano Prodi, alors Présidents de la Commission européenne, avaient demandé que ce Traité social soit intégré dans la Constitution en cours de rédaction. Les néo-libéraux avaient bloqué ce Traité mais, 20 ans plus tard, sortir d'une logique purement financière et se doter de critères sociaux est une urgence vitale.

Vers la semaine de 4 jours

Lutter contre le chômage en refusant les mini-jobs à 10 heures par semaine, amènera à négocier un nouveau partage du travail tout au long de la vie et entre les citoyen-ne-s. **Le débat sur la semaine de 4 jours revient dans tous nos pays.** En France, 400 entreprises sont déjà passé à 32 heures sans baisse de salaire et sans augmenter les prix payés par les clients. Comme député européen, Pierre Larrouturou a obtenu un projet pilote sur la semaine de 4 jours (c'est avec un tel "projet pilote" qu'est né Erasmus, dont ont profité depuis 12 millions d'étudiants) mais il faut aller plus loin, plus vite, car la semaine de 4 jours est une solution très efficace pour concilier efficacité économique et bien-être social.

300 milliards pour le climat

La gravité de la crise sociale ne peut nous faire oublier la crise climatique. Le nombre de catastrophes climatiques a triplé en 30 ans et la concentration en CO2 dans l'atmosphère augmente aujourd'hui 3 fois plus vite que dans les années 1960 et 1970. Même quand le CO2 émis par nos économies baisse un peu, les mégas feux de forêt dégagent un volume de CO2 qui fait plus que compenser ces petites baisses. Le monstre est en train d'échapper à ses créateurs...

« Faire une pause » comme le veut E. Macron serait pure folie.

Il faut accélérer, au contraire, et se donner les moyens financiers de réussir une métamorphose rapide de notre modèle économique : investir dans la rénovation thermique des bâtiments – ce qui permettra à chaque famille d'économiser entre 800 et 1.000 € par an sur ses dépenses de chauffage–, investir dans les transports en commun et les énergies renouvelables, aider financièrement nos agriculteurs à baisser leurs émissions et à s'adapter au réchauffement qu'on n'aura pas pu éviter...

Comme Rapporteur général du Budget de l'Union en 2021, Pierre Larrouturou a pu expliquer à bon nombre de décideurs européens de haut niveau le Pacte Finance-Climat qu'il a défendu avec Jean Jouzel depuis 10 ans pour doter l'Europe d'une grande Banque du Climat et de la Biodiversité. Une banque, qui pourrait faire 300 milliards de prêts à taux 0 pour accélérer la transition écologique en Europe et en Afrique, en utilisant autrement les 3.000 milliards de Quantitative Easing créés depuis 2015 par la BCE. Nous avons constaté que, même à Francfort, à la Banque Centrale, personne ne s'oppose vraiment à ce projet.

Personne ne s'oppose mais rien n'avance ! Comment débloquent la situation ? Comment faire adopter un Traité de l'Europe sociale et un Pacte Finance Climat qui pourraient changer tant la vie quotidienne que l'avenir de nos concitoyen-ne-s ? Nous pensons que la seule solution est celle proposée par Jurgen Habermas il y a quelques années.

Redonner la parole aux peuples

Le grand philosophe allemand affirmait que l'Europe allait mourir si elle n'avait pas un nouveau projet et de nouvelles règles du jeu, nettement plus démocratiques. Il proposait qu'un nouveau projet et de nouvelles règles du jeu soient approuvés non pas à l'unanimité des chefs d'État (il y en aura toujours pour bloquer) mais par un « *référendum pan-européen* » : pour que tous les peuples soient invités à se prononcer le même jour sur les nouveaux Traités.

D'abord étonnés par la proposition (il n'y a pas eu de référendum en Allemagne depuis 1945), Angela Merkel et d'autres dirigeants allemands ont finalement soutenu Habermas : oui, sans un électrochoc, l'Europe risque de mourir !

Oui, si le référendum a lieu le même jour dans tous les pays, ce n'est plus un plébiscite (Pour ou contre Macron ? Pour ou contre Sanchez ?) mais une bonne façon pour l'Europe de prendre un nouveau départ, en montrant qu'elle ne craint pas les peuples et qu'elle respecte la liberté de tou-te-s.

Aujourd'hui, il suffit d'un seul Bruno Le Maire pour bloquer la création d'une Taxe sur les transactions financières que demande le Parlement européen depuis 4 ans. Une taxe qui pourrait rapporter 57 milliards par an. Cette taxe, soutenue par plus de 70 % des Français-e-s, serait facilement adoptée par référendum si elle finance des subventions qui aideront toutes nos familles et nos PME pour rénover nos bâtiments et faire des économies sur nos factures d'énergie. Les peuples qui voteraient Oui, seraient immédiatement dans le premier cercle.

Les autres nous rejoindront quand ils le voudront : pour l'espace Schengen, on a commencé à 5 pays mais on est 27 aujourd'hui. Pour la monnaie unique, on est passés de 12 à 20. Comme le disait Mireille Delmas Marty, « ce référendum pan-européen organisé dans tous les États membres le même jour pourrait avoir un effet catalyseur. Ce serait un nouveau départ pour l'Europe, qui ferait oublier toutes ces années où l'on construisait l'Europe sans les peuples. Et on priverait l'extrême droite d'une grande partie de ses critiques contre l'Europe. »

Les élections du 9 juin sont cruciales pour notre avenir. Après 40 ans de fuite en avant, il n'est plus possible de repousser certains choix fondamentaux.

Il est urgent de provoquer un électrochoc. Ce n'est pas en mettant quelques rustines sur un système qui menace ruine qu'on évitera le chaos. Il est temps de changer la donne. Quarante ans après la révolution néo-libérale, il est urgent de lancer une révolution humaniste, une révolution de la Dignité pour tous.

